

العنوان:	Le Nucléaire Au Moyen Orient: Prolifération Démesurée Ou Zone Exempte D'armes Nucléaires ?
المصدر:	مجلة جيل حقوق الإنسان
الناشر:	مركز جيل البحث العلمي
المؤلف الرئيسي:	Lakhdar, Derfoufi
المجلد/العدد:	ع12
محكمة:	نعم
التاريخ الميلادي:	2016
الشهر:	أكتوبر
الصفحات:	170 - 159
رقم MD:	774302
نوع المحتوى:	بحوث ومقالات
اللغة:	French
قواعد المعلومات:	HumanIndex
مواضيع:	الشرق الأوسط، الأسلحة النووية، القوانين الدولية، النزاعات المسلحة
رابط:	http://search.mandumah.com/Record/774302

Le nucléaire au Moyen Orient : prolifération démesurée ou zone exempte d'armes nucléaires ?^(*)

(*) Par DERFOUFI – Lakhdar, étudiant chercheur, Laboratoire des Etudes et de Recherche Juridiques, Administratives et Politiques, Centre des Etudes Doctorales, Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Université Mohammed Premier, Oujda - MAROC.

Résumé :

Les tensions politiques au Moyen Orient et l'inefficacité du régime international de non prolifération risquent d'entraîner une prolifération nucléaire rampante qui remettrait également en cause les efforts entrepris par les acteurs régionaux depuis quatre décennies pour la création d'une ZEAN au Moyen Orient.

Entre pays arabes les plus potentiellement proliférateurs et la décision des Etats Unis de les dissuader de s'en acquérir, on peut se demander s'il y a quelques semblants compromis, voir accord, feuille de route,, entre tous les acteurs du Moyen Orient, susceptible d'éliminer les armes nucléaires dans cette région.

I – Les configurations sécuritaires au Moyen Orient.

Le monde arabe occupe une place géostratégique remarquable. Espace de transit, il contrôle de grands itinéraires commerciaux. Le pétrole lui confère un rôle affirmé sur l'échiquier international sans pour autant assurer le développement économique de territoires où tensions et rivalités s'avivent. Les principales puissances sont impliquées dans un jeu d'extrême complexité, où les alliances et les retournements d'alliances obéissent au plus près aux intérêts nationaux des Etats concernés.

Les Etats Unis et ses alliés Européens, Israël, la Russie, l'Iran, l'Arabie Saoudite, les Etats du Golfe arabe, l'Egypte et la Chine, entremêlent leurs actions, utilisent leurs atouts, dynamisent ou tentent de contrôler les facteurs de mobilisation politiques ; culturels et confessionnels pour préserver leurs intérêts.

Les Etats Unis ont une position hégémonique. Aussi, l'objectif majeur des Américains est le renforcement, par tous les moyens, de leur domination au Moyen-Orient. Ils exercent aujourd'hui une véritable tutelle sur les approvisionnements en provenance de cette région. Leur stratégie est basée sur le monopole de la force principale.

Après le 11 Septembre 2001, ils ont développé une infrastructure colossale de bases militaires tout le long de « l'arc d'instabilité » Golfe Persique – Asie Centrale, non seulement comme support de l'intervention en Afghanistan mais aussi pour renforcer leur présence à long terme dans une région géostratégiquement cruciale, en particulier du point de vue énergétique. Les objectifs stratégiques principaux sont liés à la sécurisation des routes d'approvisionnements énergétiques notamment celle du Golfe persique, par la sanctuarisation de l'Arabie Saoudite et la sécurisation du Détroit d'Ormuz.

Israël est inséré ; depuis 1948 ; dans un milieu arabe ; qui lui est hostile ; sans pour autant définir ses propres frontières¹, reliant cette indétermination territoriale – en elle même menace permanente pour ses voisins – à des considérations de sécurité. Cette configuration géopolitique est fondamentalement déstabilisante pour la région. Par son refus de fond de l'identité politique palestinienne cet état des choses amène Israël, face à la révolution anticoloniale arabe, à donner une place centrale à son appareil militaire. L'objectif de l'Etat hébreu est l'établissement d'une supériorité militaire absolue présentée comme unique solution au problème de la sécurité de l'État face au refus des États arabes de reconnaître Israël. Le nucléaire israélien est alors lancé dès 1948 – année de création de l'État – avec l'accord américain. Les activités israéliennes dans ce domaine sont liées aux différentes installations de la centrale nucléaire de Dimona, située dans le désert du Néguev, réalisée par la France après la guerre de Suez en 1956 et entrée en service au cours des années 1960². Israël, considérée comme une puissance nucléaire dans la région, maintient toujours une ambiguïté stratégique sur l'utilisation militaire de l'atome³. Depuis, Israël a manifesté sa volonté de maintenir le monopole régional de la possession de l'arme et d'exercer, sous le parapluie américain, une fonction de gendarme nucléaire pour interdire par la force aux pays de la région d'en disposer.

Historiquement cinq Etats arabes (l'Irak, la Syrie, l'Egypte, la Lybie et l'Algérie) ont beau essayé de détourner l'usage pacifique de leurs programmes nucléaires à des fins militaires. Contre la force de frappe israélienne constituée, pour ces pays, l'argument essentiel en faveur de la création d'un potentiel de dissuasion atomique.

Les pays de la péninsule arabique : Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït (où plus de 20000 militaires américains sont encore installés), Oman, Qatar, Yémen (la plupart de ces Etats sont engagés par des accords de défense ainsi que des accords de libre échange avec les USA).

La Chine, qui sera le consommateur le plus important à l'horizon des vingt cinq prochaines années et qui concentre également sa stratégie sur le Moyen Orient. Le détroit d'Ormuz, première porte de sortie du pétrole du Moyen Orient, revêt un intérêt vital pour la Chine.

La Russie qui sans être directement dans la région est cependant de plein pied dans le jeu stratégique moyen oriental, tant au niveau de sa politique énergétique que sur le plan de ses intérêts stratégiques.

L'Iran avec une position géostratégique, son passé historique imposant et ses ressources pétrolières remarquables, l'Iran prend une place considérable au Moyen-Orient. L'Iran, Etat le plus ancien du monde (l'empire perse remonte en effet au VI siècle avant J.C) dispose d'un vaste territoire, d'une importante population et d'importantes ressources pétrolières et

¹ Aujourd'hui l'Etat d'Israël n'a de frontières reconnues qu'avec l'Egypte et la Jordanie, les autres tracés sont des lignes de cessez-le-feu datant de 1948, ou qui ont été modifiées lors de la guerre israélo-arabe de 1967, après la conquête du Golan aux dépens de la Syrie. Ces « frontières » ne sont pas reconnues par les Etats en cause. Il n'y a que les accords de cessez le feu qui figent une situation post-confliktuelle dans l'attente d'un règlement sans terme pour l'instant, malgré différentes tentatives. Donc, sur les quatre Etats limitrophes d'Israël, la moitié des frontières n'a pas de reconnaissance interétatique et internationale.

² Yaïr Evron, « Perception de menace et approche stratégique en Israël », in Bassma Kodmani-Darwish & May Chartouni-Dubarry (dir.), *Perceptions de sécurité et stratégies nationales au Moyen-Orient*, IFRI, Paris, 1994, pp. 163-179.

³ Amnon Kapelouk, « Israël assume sa bombe », *Le Monde diplomatique*, février 1999, p.19.

gazières. Tous ces éléments de l'histoire iranienne contribuent à lui donner des ambitions de puissance régionale. L'Iran se positionne aujourd'hui comme étant le seul Etat capable de s'opposer à Israël, cherchant ainsi à dépasser auprès des opinions arabes, le conflit entre sunnites et chiïtes. Plus grave encore, compte tenu de la rivalité ancestrale entre les Arabes et les Perses, l'Iran veut se poser en l'unique défenseur du monde arabe et musulman contre Israël. Au fait, dès le déclenchement de la guerre par l'Irak, l'Iran s'est senti condamné à vivre en état de siège, ce qui a d'ailleurs conforté le régime des mollahs ; ensuite, l'invasion de l'Irak par les USA et leurs alliés a poussé l'Iran à chercher les moyens de se protéger et de défendre ses sites, car ce pays a désormais sur toutes ses frontières maritimes et terrestres (Turquie, Irak, Koweït, Arabie saoudite, Bahreïn, Pakistan, Afghanistan, etc.) une menace immédiate en raison de la présence militaire des Etats-Unis.

Plus grave encore : les sites énergétiques iraniens sont concentrés et donc très vulnérables, car ils se trouvent à proximité de l'Irak ou encore dans des plates-formes off-shore dans le golfe arabo-persique. Cette situation a poussé l'Iran à se doter d'une industrie nucléaire civile et, depuis l'invasion de l'Irak, à chercher une ouverture vers le nucléaire militaire. Cette situation a déclenché une crise avec la communauté internationale pendant plus d'une décennie qui a fini par conclure l'accord de Vienne en juillet 2015, lui conférant ainsi le statut au seuil nucléaire.

La crise iranienne (avant la conclusion de l'accord de Vienne du 14 juillet 2015) s'est inscrite dans des enjeux stratégiques et géopolitiques qui dépassent sa seule dimension nucléaire. Le programme nucléaire iranien est, en effet, utilisé comme un levier d'influence politique par l'ensemble des acteurs de la crise. Le développement de son programme nucléaire a permis à la République islamique de renforcer son statut de puissance émergente¹.

L'accord de Vienne entend peser, « pour une durée d'au moins 10 ans » selon le texte de Lausanne, sur le développement du programme nucléaire iranien en vue d'allonger la période nécessaire à l'Iran pour franchir le seuil de la puissance nucléaire². C'est donc reconnaître, implicitement, l'existence de la capacité iranienne à acquérir l'arme nucléaire et, dans le même temps, renoncer à la faire totalement disparaître. Le Plan d'action ne supprime pas la capacité iranienne à franchir le seuil de la puissance nucléaire : il vise à en complexifier le franchissement.

Cette région en crise inquiète, tant les conflits qui s'y déroulent, difficilement contrôlables, peuvent être de lourdes conséquences.

Enfin, Il est très difficile d'établir des règles, en matière de respect du droit international, quand ceux qui les invoquent les violent systématiquement et également en permanence. C'est la question centrale de la légitimité de ce droit qui se pose, quand les pays de la région moyenne et proche orientale, ainsi que les populations de ces pays, ont le sentiment qu'il existe deux poids et deux mesures dans ce domaine, y compris pour l'énergie nucléaire. On ne prendra jamais assez la mesure des terribles dégâts politiques et éthiques que le conflit

¹ B. HOURCADE, « Iran. Entre ambitions et alliances. Décryptage géopolitique », *Diplomatie*, n° 48, janvier-février 2011, pp. 72-73.

² L'accord de Lausanne souligne que « Iran's breakout timeline – the time that it would take for Iran to acquire enough fissile material for one weapon – is currently assessed to be 2 to 3 months. That timeline will be extended to at least one year, for a duration of at least ten years, under this framework ».

israélo- arabe et palestinien, ont provoqué dans cette région. Dans ce contexte, il est difficile de prendre au sérieux le respect du droit ou des résolutions de l'ONU.

II – Les options stratégiques arabes.

La crainte de voir les différents États de la région s'engager vers le développement d'un programme nucléaire militaire, remet dangereusement en cause l'équilibre géopolitique régional et international. Les tensions politiques dans la région et l'absence d'accords de coopérations, sont autant d'éléments de déséquilibres, pouvant encourager ces politiques parallèles. Le puissant arsenal nucléaire d'Israël, les avancées considérables en technologie nucléaire de l'Iran et l'accord historique de Vienne qui lui conféré le seuil nucléaire jouent un rôle moteur par rapport à ces potentialités.

D'autant plus que dans une région marquée par les antagonismes et le recours aux symboles de puissance, l'acquisition de l'arme nucléaire pourrait apparaître comme une marque indéniable de force et de prestige, aux yeux à la fois de la population et des autres États. Dans une déclaration au Caire, en marge d'une rencontre organisée à la suite de la crise de Gaza, en mars 2009, le Prince Saud Al-Faisal appelait d'ailleurs à « l'unité arabe face au défi que représente la question nucléaire iranienne »¹. Tout en relativisant la portée d'une telle déclaration, au regard notamment de la capacité d'unité arabe sur de tels dossiers, il semble clair que la question du nucléaire iranien et des aspirations d'hégémonie du pouvoir chiite dans la région, préoccupe les différentes chancelleries du Golfe.

La voie choisie pourrait être celle du développement de programmes nucléaires militaires clandestins. En effet, il est peu probable, de par leurs interconnexions avec les États-Unis et la communauté internationale, que des États tels que l'Égypte, l'Arabie Saoudite ; considérés comme potentiellement proliférateurs ; s'engagent ouvertement dans un programme militaire. Ces deux capitales peuvent être ainsi regardées avec ambiguïté.

S'agissant de l'Égypte, bien que partisan depuis plusieurs décennies d'un Moyen-Orient devenu zone exempte d'armes nucléaires, le Caire n'a toujours pas ratifié le Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires, au même titre, il faut le noter, qu'Israël et que l'Iran. De plus, le pays est soupçonné d'avoir développé un programme militaire clandestin, révélé par l'AIEA en 2004.

Quant à l'Arabie Saoudite, plusieurs rumeurs rapportent les liens entre cette dernière et le Pakistan, dans un échange respectif de technologies nucléaires et ressources pétrolières². Face à tous ces enjeux de prolifération, le doute risque donc de devenir permanent vis-à-vis d'États du Golfe souhaitant s'engager dans le développement de capacités nucléaires à usage civil. De plus, une nouvelle lutte hégémonique risque de s'installer dans la région, marquée par un accroissement des tensions entre les États hostiles souhaitant rétablir à leur profit les déséquilibres régionaux nouvellement créés.

La maîtrise du cycle du combustible nucléaire et les fortes motivations politiques de ces deux pays pourraient les inciter à détourner leurs programmes nucléaires civils à des fins militaires.

¹ The Associated Press, « Arabs must unite to confront a nuclear Iran, Saudi FM says », in Haaretz, Tel Aviv, 3 mars 2009, [en ligne], <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1068342.html>.

² TERTRAIS Bruno, « *Pakistan's nuclear exports: was there a state strategy?* », Washington, Non-proliferation Education Centre, 2006, p. 12

Les arguments pouvant donc conduire les pouvoirs publics de ces deux pays (l’Egypte et l’Arabie Saoudite) à se doter d’armements nucléaires se fondent sur des considérations intimement liées, touchant la sécurité, à l’action internationale, à l’économie et à la politique intérieure. Ces pays se sentent leur sécurité, voir celle du monde arabe menacée du fait de l’hostilité de leurs voisins non arabe (Israël et l’Iran).

Les tensions politiques dans la région et l’absence d’accords de coopérations risquent d’entraîner une prolifération nucléaire accélérée qui remettrait également en cause les efforts entrepris par les acteurs régionaux depuis quatre décennies pour la création d’une ZEAN au Moyen Orient. Cette initiative figure sur l’agenda du Moyen Orient depuis plusieurs décennies. L’exigence de cette ZEAN s’est manifestée après l’acquisition de l’arme atomique par Israël dans les années 1960. Le projet, originalement fut proposé par l’Iran pré Khomeyniste en 1974 ; puis parrainé par une diplomatie égyptienne active en la matière. Sous la direction de l’Egypte et de l’Iran, différents Etats de la région ont essayé de faire pression sur Israël avec cette exigence et d’accroître leur influence diplomatique. Les arabes n’ont alors pas quitté l’argumentaire et les raisons qu’ils ont maintes fois évoquées : « Israël doit signer le TNP ». Le mot d’ordre des deux a été : « pas de concession ». Pour le l’ensemble des Etats arabes, la signature par Israël du TNP est vitale pour la paix et pour la sécurité régionale. Quant à Israël, sa non adhésion au TNP fait partie de sa stratégie de dissuasion à l’égard de ses voisins arabes dont l’État hébreu se méfie et sert également de pression pour pousser à un accord de paix dans la région.

Le Vendredi 22 mai 2015, les USA, le Royaume-Uni et le Canada ont finalement bloqué le texte final, préparé par le président de la conférence de ZEAN au Moyen Orient — le représentant permanent de l’Algérie auprès de l’ONU, Taous Ferroukhi. Tous les autres pays étaient prêts à signer. La pierre d’achoppement fut la question de la libération du Moyen Orient des armes nucléaires. Le projet de déclaration finale prévoyait de mener une conférence sur ce sujet avant mars 2016 mais Israël, qui a participé aux événements à New York en tant qu’observateur car n’étant pas un membre du TNP, s’est catégoriquement opposé à cette disposition. La plupart des experts russes et occidentaux croient qu’Israël possède des armes nucléaires, mais ces suppositions ne sont ni confirmées ni réfutées par Tel Aviv.

Au cours de la conférence actuelle à New York, la Russie, avec le soutien des pays arabes, a proposé d’établir un nouveau délai: mars 2016. Cependant cette initiative a échoué.

Un autre facteur pouvant amener ces deux capitales à rechercher à utiliser l’arme nucléaire. Tout d’abord, la détention d’une force de frappe par l’un de ces deux pays conduirait à consolider l’unité arabe car le parapluie nucléaire sera étendu sur l’ensemble du territoire du monde arabe et permettrait de nouer de nouvelles alliances. Cette nouvelle donne géostratégique pourrait lui conférer une dynamique sur la scène internationale en le plaçant parmi les nations qui comptent dans les relations internationales. Enfin, la force de frappe pourrait être utilisée comme moyen accru dans leur négociations avec les Etats voisins non arabes, voir les grandes puissances et enfin la communauté internationale.

La maîtrise du cycle du combustible nucléaire et les fortes motivations politiques de ces deux pays pourraient les inciter à détourner leurs programmes nucléaires civils à des fins militaires.

Dans ce contexte géopolitique, la voie choisie par les pays potentiellement proliférateurs comme l’Arabie Saoudite et l’Egypte pourrait être celle du développement des programmes

nucléaires clandestins. D'abord les pays arabes sunnites ont observé avec angoisse leur rival non arabe accéder ; grâce à son programme nucléaire clandestin et l'accord de Vienne ; au statut de puissance nucléaire virtuelle. Les alliés traditionnels des États-Unis – l'Égypte, Arabie Saoudite et pays du Golfe en tête – s'inquiètent d'un potentiel retour en grâce de leur ennemi perse. Cette disposition pourra inciter les pays potentiellement proliférateurs (l'Égypte et l'Arabie Saoudite) à imiter la voie de prolifération clandestine entamée par l'Iran ou la Corée du Nord.

Si un pays comme l'Arabie Saoudite ou l'Égypte procède à un essai nucléaire, le nucléaire serait sûrement étendu entre l'un ou l'autre, d'autant plus que tous les pays arabes seraient sous ce parapluie nucléaire et les risques d'une accélération de la prolifération au Moyen-Orient s'en trouveront renforcés.

Ces deux pays peuvent envisager deux voies pour se doter de l'arme nucléaire. Au regard de l'universalisation de la norme TNP, la prolifération étatique ne peut être juridiquement que le fait de pays qui sont parties au Traité. Les deux États proliférant ont ainsi le choix entre deux options :

■ soit rester à l'intérieur du régime en essayant clandestinement de tirer profit de ses faiblesses (cas de l'Iran avant l'accord de Vienne). Cette issue possible est que le monde arabe s'arrête juste avant le test d'une arme atomique, mais qu'il développe le potentiel de réussite, c'est-à-dire la capacité d'en construire et d'en tester une rapidement. Les pays arabes ne seraient pas les premiers pays qui parviennent à un programme nucléaire hautement développé, sans construire effectivement une bombe. Le Japon, par exemple, entretient une infrastructure atomique civile énorme. Des spécialistes croient qu'ils pourraient construire rapidement une arme atomique.

Une telle capacité de réussite pourrait satisfaire aux nécessités politiques intérieures des dirigeants arabes en assurant aux purs et durs qu'ils profitent de tous les avantages inhérents à la détention d'une bombe « plus grande sécurité », sans les inconvénients (comme l'isolation internationale, la condamnation et la proscription). Le problème est qu'une capacité de réussite pourrait ne pas être réalisable comme prévu.

Pour les États-Unis et leurs alliés européens, il s'agit en premier lieu de savoir si les armes seront construites. Ils pourraient donc accepter un scénario, dans lequel les pays arabes s'arrêtent avant l'étape de la construction finale de l'arme atomique. Toutefois, Israël pourra jouer le rôle de gendarme dans la région et bombarder les sites soupçonnés pour empêcher que son monopole nucléaire soit remis en question. Cette hypothèse paraît improbable car cette situation pourra donner au monde arabe de bonnes raisons pour inciter de s'allier à l'Iran, voir la Russie et la Chine. Il est donc possible qu'un engagement vérifiable des pays arabes à s'arrêter au stade préliminaire pourrait calmer les puissances occidentales importantes, mais ne pas satisfaire Israël. Celui-ci se sentirait moins menacé par une bombe virtuelle que par une bombe véritable, et il pourrait au moyen d'efforts risqués à miner le programme nucléaire des pays arabes par du sabotage et des meurtres – ce qui finalement pourrait conduire les pays arabes à trouver que leurs capacités de réussite ne sont pas une dissuasion suffisante et que seule la construction de l'arme peut procurer au monde arabe la sécurité qu'il recherche.

■ soit dénoncer le traité et annoncer leur intention de se doter ouvertement d'une capacité nucléaire militaire¹ (cas de la Corée du Nord). Sous couvert d'un programme en apparence civil, les pays arabes peuvent développer des capacités sensibles leur permettant, le jour venu, de quitter le TNP et d'acquérir des armements nucléaires en un temps très court. C'est ce que les anglo-saxons appellent la « breakout capability ».

Cette issue possible à une situation bloquée est que le monde arabe continue le cours entamé et devient officiellement une puissance nucléaire en testant une arme. Les fonctionnaires américains et israéliens ne pourraient accepter un monde arabe détenteur de l'arme atomique. Car cela constituerait une perspective suscitant une frayeur particulière, voire une menace existentielle. Un tel langage est typique des puissances importantes qui, dans l'histoire, se sont toujours excitées sur le fait qu'un autre pays a commencé lui-même à développer l'arme atomique. Cependant, jusqu'à présent, lorsqu'un autre pays a réussi à revendiquer sa propre place dans cette association nucléaire, les autres membres ont alors toujours modifié leur cours et décidé de vivre avec. C'est un fait que de nouvelles puissances nucléaires procurent plus – et non pas moins – de stabilité internationale et régionale en réduisant les déséquilibres de la force militaire.

Dans tous les cas de figures, les deux crises récentes (Iran, Corée du Nord) ont montré qu'ils ont pu servir de monnaie d'échange pour la satisfaction de revendications politiques ou économiques.

Vers un Moyen Orient sans armes nucléaires ?

Compte tenue des enjeux géopolitiques, sécuritaires et stratégiques des programmes nucléaires, la position des pays du monde arabe quant aux pacifications nucléaires pourra changer à tout moment, ce qui pose la problématique de la prolifération nucléaire avec son corollaire de mutations de déséquilibres stratégiques régionaux, de sécurité et d'instabilité, dans une zone aussi sporadique que le Moyen Orient.

La tentation des pays du monde arabe de franchir le seuil et de prôner pour des programmes nucléaires à vocation militaire est beaucoup plus tentante que la menace virtuelle de l'Etat d'Iran en sus des inquiétudes grandement ressenties de l'arsenal nucléaire israélien.

Un autre facteur supplémentaire et crucial pourrait amener les pays arabes à s'engager sur la voie de prolifération clandestine : l'inefficacité du régime international de lutte contre la prolifération nucléaire.

Si aujourd'hui, les Etats Unis ne sont plus en mesure de dominer unilatéralement le monde entier ni de choisir et de contrôler leurs alliés à la carte, ils continuent par contre à maintenir leurs objectifs essentiels pour la paix, l'absence de conflits armés stratégiques et régionaux. Doser et équilibrer, voilà le message. Zbigniew Brzezinski, super-conseiller de différents présidents des Etats-Unis et chef d'orchestre de la politique étrangère de Washington, l'exprime en ces termes : « La nouvelle réalité c'est qu'aucune grande puissance n'est en mesure de « dominer » l'Eurasie et donc de « commander » le monde. Le rôle de l'Amérique, en particulier après avoir perdu vingt années, doit maintenant être plus subtil et jouer davantage sur les nouveaux rapports de force en Eurasie »².

¹ « Les défis de la prolifération au XXIème siècle », Fondation pour la Recherche Stratégique, 13 juin 2007

² Brzezinski Z., « Strategic Vision. America and the Crisis of Global Power », New York 2012, p. 131.

Grâce à l'accord de Vienne conclu avec l'Iran, Washington obtient davantage d'espace « militaire » pour se concentrer sur d'autres régions, en particulier sur la région de l'Océan Pacifique¹. Ce n'est pas que les USA veuillent se retirer de la région, mais ils ne veulent pas conserver une trop forte empreinte militaire, qui serait inutile et les empêcherait d'atteindre d'autres objectifs prioritaires².

Une collaboration avec l'Iran leur permettra mieux de maîtriser la situation en Syrie, en particulier la menace djihadiste. Cela vaut également pour la situation en Afghanistan après le retrait d'une grande partie des soldats US en 2014³. Le soutien de Téhéran est également indispensable pour améliorer la situation en Irak, au Liban et en Palestine. Enfin la collaboration avec l'Iran fera diminuer l'influence de la Russie dans la région après le 11 septembre.

Par cette démarche, les Etats-Unis cherchent un équilibre stratégique entre Chiites et Sunnites. Aucun des deux camps ne peut devenir assez puissant que pour avoir le dessus. Un islam divisé dont les pôles assurent l'équilibre et se neutralisent jouent parfaitement le jeu d'Israël et des Etats-Unis. C'est la stratégie « diviser pour régner », qui a si bien fait ses preuves⁴.

Deux attitudes peuvent être envisagées pour permettre à Washington de se consacrer sur l'Océan Pacifique.

Tout d'abord, les Etats Unis pourraient considérer qu'Israël tient un rôle essentiel dans la construction de la région du Moyen Orient – qui est au cœur de la stratégie américaine du rééquilibrage. Aussi, ils pourraient estimer qu'Israël a les atouts pour devenir un des garants de la stabilité et du développement de la région, et que la convergence des intérêts israéliens et américains pourraient permettre une intensification accrue de la coopération entre les deux pays dans les décennies à venir.

Les Etats-Unis pourraient de même, soutenir la volonté d'Israël de prendre d'avantage de responsabilités à l'échelle internationale. Cela correspond à la fois aux besoins américains de voir de nouveaux acteurs internationaux participer plus activement à la stabilité et la sécurité de leur région, ainsi qu'à la vision israélienne du rôle légitime d'Israël dans les affaires du

¹ « Espace militaire », en ligne : <http://www.stratfor.com/analysis/russia-warily-eyes-us-iran-deal>; page visitée le 14 mars 2016.

Dans les autres continents aussi les activités militaires sont accrues. Les USA auraient plus de 700 bases militaires ou installations à l'étranger. En Amérique du Sud, après 60 ans, ils rendaient à nouveau opérationnelle la Quatrième Flotte. La CIA fut directement ou indirectement partie prenante des coups d'état au Vénézuéla (2002) et au Honduras (2009). En 2009 le Pentagone créait Africom, un nouveau commando militaire coordonnant toutes les opérations sur le continent africain. Africom est maintenant actif dans 49 des 54 pays africains et les USA ont des bases militaires ou des installations permanentes dans au moins 10 pays. «La militarisation des USA sur ce continent augmente durablement », en ligne :

<http://www.globalsecurity.org/org/news/2004/041101-iraq-basing.htm> ;

<http://www.rense.com/general88/usnato.htm> ; <http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=27607> ;

<http://www.alternet.org/print/world/huge-growth-us-military-ops-africa>, pages visitées le 14 mars 2016.

² « Empreinte militaire », en ligne : <http://www.stratfor.com/video/conversation-state-negotiations-iran>, page visitée le 14 mars 2016.

³ « Le reste des troupes US y resteront au moins jusque 2024 », en ligne :

<http://www.stratfor.com/geopolitical-diary/irans-geopolitical-priorities-south-asia>, page visitée le « avril 2016

⁴ « israelis-saudis-and-iranian-agreement », en ligne : <http://www.stratfor.com/weekly/israelis-saudis-and-iranian-agreement>, page visitée le 14 mars 2016

monde. C'est dans ce cadre que Barack Obama annonce officiellement, lors de sa visite en Inde de novembre 2010, le soutien des Etats-Unis pour la candidature indienne à un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. La déclaration commune qui clôtura le passage de Narendra Modi à Washington en septembre 2010 reprend également l'idée d'une volonté commune de collaborer afin d'aider l'émergence de l'Inde en tant que « puissance mondiale influente et responsable »¹. Le texte met ainsi en lumière les intérêts partagés par les deux pays – du développement économique à la lutte contre le réchauffement climatique, l'énergie, la coopération de défense ou encore les échanges technologiques – qui constituent les fondations de ce partenariat.

Mais pour obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité, Israël doit adhérer au TNP. Evidemment, une adhésion impliquerait donc de renoncer à l'option nucléaire que l'opinion israélienne considère comme la garantie suprême de la survie de l'État. Qu'arriverait-il, si Israël dévoilerait son arsenal nucléaire du jour au lendemain ? Cela arrangerait-il la position des pays arabes, voir l'Iran ?

Concernant le monde arabe et selon l'ex Secrétaire général de la Ligue Arabe, Amr Moussa, le dévoilement de la capacité nucléaire israélienne ne pourrait qu'engendrer « d'extraordinaires pressions » sur les gouvernants arabes de la part de leurs peuples. « Pour les pays arabes, l'appartenance au TNP deviendrait humiliante². L'ex ministre des Affaires étrangères égyptien Ahmed Maher avait confirmé les risques d'un tel scénario en disant qu'« une déclaration israélienne équivaudrait à un défi. Elle aurait un impact psychologique profond sur l'Égypte. Nous serions obligés de réagir³. L'Égypte n'étant pas le seul pays arabe à être exposé à de telles pressions, les risques d'une prolifération nucléaire en chaîne, ou à tout le moins d'un retrait collectif des pays de la région du TNP n'est pas inimaginable.

Quant à l'Iran, il est probable qu'il pourrait mettre fin à l'accord de Vienne et imiter la voie de la Corée du Nord, ce qui risque l'effondrement du régime TNP remettant dangereusement en cause l'équilibre géopolitique régional et international.

Cette approche paraît improbable car elle risque de déstabiliser encore plus la région du Moyen Orient. Le fait d'accepter Israël comme membre de plus au Conseil de Sécurité, reviendrait par effet domino à encourager la prolifération, mais surtout ne réglerait pas le sentiment d'injustice vécu par les pays arabes voisins.

En seconde attitude : la crainte d'une escalade des pays arabes dans le développement d'armes nucléaires, le souci d'éviter l'effondrement du régime de non-prolifération, et la peur d'une déstabilisation encore plus grande de la région devrait motiver les Etats Unis à intervenir diplomatiquement afin de ramener les différents acteurs autour d'un équilibre géopolitique plus stable. La création d'une ZEAN au Moyen Orient constitue donc le seul bon moyen de prévenir la constitution d'arsenaux atomiques par les pays arabes. La paix et la stabilité toutes comme la création d'une ZEAN au Moyen-Orient dépendent, en grande partie, des résultats de la politique des Etats Unis.

¹ « U.S.-India Joint Statement », en ligne :

<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/30/us-india-joint-statement>

² Cité dans B. Tertrais, « *Le marché noir de la bombe. Enquête sur la prolifération nucléaire* », Paris, éditions Buchet Chastel, 2009, p. 154

³ Ibid.

Comme l'a proposé l'ex directeur général de l'AIEA, Mohamed El Baradei, pour qu'une telle zone fonctionne, il faut une définition claire de la zone d'application, l'adhésion de tous les pays de la région, un mécanisme international de vérification afin de surveiller son respect, ainsi que des garanties de sécurité, de la part du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour venir en aide à tout pays de la région dont la sécurité serait menacée¹.

Cette vision d'un Moyen-Orient libéré du spectre des armes atomiques prendrait tout son sens si les cinq « *Etats dotés de l'arme nucléaire* » - Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande Bretagne - reconnus comme tels dans le TNP et qui sont également ceux dont l'influence est forte au Moyen Orient, la demandaient avec détermination. Il leur suffirait pour cela de s'engager sérieusement à mettre en œuvre la déclaration sur le Moyen-Orient adoptée dans le cadre de la dernière conférence d'examen du TNP. Ce texte prévoit l'organisation par le Secrétaire général des Nations unies « *en consultation avec les Etats de la région* », d'une conférence sur la création d'une « *Zone exempte d'armes nucléaires et de leurs vecteurs* » au Moyen-Orient dès maintenant.

Pour être crédible, il faudra bien sûr qu'ils donnent l'exemple en relançant les négociations de désarmement nucléaire, comme l'article VI du TNP leur en fait obligation. Rappelons que cet article, indissociable des autres dispositions du Traité, prescrit aux Etats nucléaires de « *poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire* ».

Israël ne pourrait faire partie de la ZEAN qu'à la condition de signer le TNP. Or celui-ci n'accepte, de part ses statuts, que cinq États Dotés de l'Arme Nucléaire (EDAN), à savoir les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et l'Angleterre. Accepter un membre de plus reviendrait par effet domino à encourager la prolifération, mais surtout ne réglerait pas le sentiment d'injustice vécu par les pays voisins. Israël serait donc invité à démanteler son arsenal, abandonnant ainsi son bouclier dissuasif. Le seul moyen d'inciter Israël à renoncer à l'arme nucléaire est de s'attaquer aux raisons qui l'ont d'abord entraîné à se doter d'une capacité nucléaire. Pour Israël, la possession d'armes atomiques est un moyen de garantir la sécurité nationale en présence des États arabes voisins, dont plusieurs refusent de reconnaître son droit à l'existence. Par contre, on pourrait aussi prétendre que la capacité nucléaire non déclarée d'Israël encourage des pays tels que l'Iran à tenter d'obtenir une capacité semblable qui servirait de contrepoids à la puissance nucléaire israélienne. Toute solution du conflit israélo-arabe devra prendre en compte la capacité nucléaire d'Israël. Des garanties positives de sécurité de la part du Conseil de sécurité, notamment une déclaration conjointe des États Unis et de la Russie établissant clairement le droit à l'existence d'Israël à l'intérieur de frontières préétablies, pourraient inciter l'État hébreu à renoncer à sa capacité nucléaire. Lorsque les États arabes voisins auront l'assurance qu'Israël ne possède plus d'armes nucléaires, ils pourraient également mettre fin à leurs efforts clandestins. Israël doit voir sa capacité nucléaire non déclarée comme une menace à la coexistence pacifique avec les pays arabes voisins, plutôt que comme une garantie de sécurité (ce qui, reconnaissons-le, est une « démarche de taille »). Ce n'est qu'ensuite qu'il pourra renoncer à l'arme nucléaire au profit

¹ Mohamed El Baradei et Sir Joseph Rotblat, « Time is Ripe to Act on Middle East Weapons », dans Financial Times, 3 février 2004.

de la sécurité et de la stabilité dont jouissent les États parties au Traité de non-prolifération. La paix au Moyen-Orient ne pourra être obtenue uniquement parce qu'Israël aura renoncé à l'arme atomique; cependant, les discussions visant à conclure une paix durable dans la région ne pourront débiter si Israël reste intransigeant au sujet de sa capacité nucléaire non déclarée.

La création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient sous un contrôle international plus strict que celui du TNP, sans droit de retrait, serait peut-être la meilleure option. Elle permettrait à Israël d'adhérer au régime de non-prolifération avec plus de sécurité.

L'instauration d'une telle zone annulerait tout argument visant à détourner leur programme nucléaire civil à des fins militaires une possession arabe et rendrait possible une zone exempte d'armes nucléaires. De plus, comme le monopole nucléaire d'Israël est un sujet délicat dans ses relations avec les États arabes, une zone exempte d'armes nucléaires pourrait considérablement améliorer les chances de négocier un accord de paix global dans la région. En d'autres termes, Israël serait plus sûr sans l'arme nucléaire qu'avec. Relancer les pourparlers régionaux sur la maîtrise des armements afin d'instaurer la confiance et de stabiliser les relations entre États en vue de créer, au Moyen-Orient, une zone exempte d'armes nucléaires paraît l'approche la plus probable.

Toutefois, l'ampleur de la tâche est importante. La question de la prolifération au Moyen-Orient est complexe et trouve ses motivations dans les aspirations propres à chaque État, rendant difficile une solution unique et globale.

Enfin, la paix et la stabilité toutes comme la création d'une ZEAN au Moyen-Orient dépendent, en grande partie, des résultats de la politique des États Unis et de sa sincérité pour un règlement pacifique au Moyen Orient.

Bibliographie.

Articles signés.

[1] Evron Yair, « Perception de menace et approche stratégique en Israël », in Bassma Kodmani-Darwish & May Chartouni-Dubarry (dir.), *Perceptions de sécurité et stratégies nationales au Moyen-Orient*, IFRI, Paris, 1994, pp. 163-179.

[2] El Baradei Mohamed et Sir Joseph Rotblat, « Time is Ripe to Act on Middle East Weapons », dans *Financial Times*, 3 février 2004.

[3] HOURCADE Bernard, « Iran. Entre ambitions et alliances. Décryptage géopolitique », *Diplomatie*, n° 48, janvier-février 2011, pp. 72-73.

[4] Kapelouk Amnon, « Israël assume sa bombe », *Le Monde diplomatique*, février 1999, p.19.

[5] Tertrais Bruno, « *Le marché noir de la bombe. Enquête sur la prolifération nucléaire* », Paris, éditions Buchet Chastel, 2009, p. 154

[6] TERTRAIS Bruno, « *Pakistan's nuclear exports: was there a state strategy?* », Washington, Non-proliferation Education Centre, 2006, p. 12,

[7] Zbigniew Brzezinski, « *Strategic Vision. America and the Crisis of Global Power* », New York 2012, p. 131

Articles non signés.

[8] « Arabs must unite to confront a nuclear Iran, Saudi FM says », The Associated Press, in Haaretz, Tel Aviv, 3 mars 2009, [en ligne], <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1068342.html>.

[9] « Empreinte militaire », en ligne :

<http://www.stratfor.com/video/conversation-state-negotiations-iran>

[10] « israelis-saudis-and-iranian-agreement », en ligne :

<http://www.stratfor.com/weekly/israelis-saudis-and-iranian-agreement>

[11] « Le reste des troupes US y resteront au moins jusque 2024 », en ligne :

<http://www.stratfor.com/geopolitical-diary/irans-geopolitical-priorities-south-asia>

[12] « Les défis de la prolifération au XXIème siècle », Fondation pour la Recherche Stratégique, 13 juin 2007

[13] « U.S.-India Joint Statement », en ligne :